



Assemblée générale

Distr. générale
10 février 2004
Français
Original: anglais

Cinquante-huitième session

Point 130 de l'ordre du jour

Rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau des services de contrôle interne

Rapport du Bureau des services de contrôle interne sur le renforcement de la fonction d'investigation de l'Organisation des Nations Unies

Note du Secrétaire général

1. Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre ci-joint à l'Assemblée générale, en application de sa résolution 57/282 du 20 décembre 2002, le rapport sur le renforcement de la fonction d'investigation de l'ONU que lui a communiqué le Secrétaire général adjoint aux services de contrôle interne.
2. Le Secrétaire général prend note des conclusions du rapport et fait siennes les recommandations qui y figurent.



Rapport du Bureau des services de contrôle interne sur le renforcement de la fonction d'investigation de l'Organisation des Nations Unies

Résumé

L'Assemblée générale ayant demandé que soit réexaminée la pratique consistant à associer les directeurs de programme de l'Organisation aux procédures d'investigation, en particulier sous l'angle de l'indépendance et de la formation des enquêteurs et des directives régissant les enquêtes, le Bureau des services de contrôle interne (BSCI) a demandé à 59 départements, bureaux, fonds, programmes et missions (« les bureaux ») de le renseigner sur les pratiques qu'ils avaient suivies en 2002.

Les conclusions du BSCI sont notamment les suivantes :

- a) Les données indiquent que peu d'investigations sont menées, bien que le nombre de problèmes graves signalés par les bureaux augmente chaque année;
- b) Aucun des bureaux n'a indiqué mener d'activités de formation structurées, à part celles qu'organise le BSCI;
- c) Les bureaux sont peu nombreux à s'être dotés de procédures écrites, alors que le BSCI a élaboré des directives et que celles-ci ont été officiellement approuvées par les services chargés du contrôle interne dans les organismes des Nations Unies.

Dans son rapport sur la question (A/56/282), le Corps commun d'inspection a recommandé avec insistance la mise en place de programmes de formation et l'élaboration de procédures à l'intention des fonctionnaires amenés à procéder à des investigations. Les réponses reçues semblent indiquer que ces recommandations n'ont pas encore été appliquées. Le BSCI en réaffirme l'importance et continuera à encourager l'application des principes fondamentaux qu'elles traduisent.

Le BSCI propose, en coordination avec les organes de contrôle des autres organismes des Nations Unies et les départements concernés, d'arrêter des règles régissant le rôle des directeurs de programme dans les activités d'investigation, d'examiner la formation des responsables des investigations, y compris les agents de sécurité et les autres fonctionnaires chargés de mener des investigations simples, d'élaborer des procédures pour les enquêtes sur les affaires peu graves, de favoriser le développement d'une fonction d'investigation indépendante dans le système des Nations Unies, de faire une étude de suivi et de faire rapport à l'Assemblée générale à ce sujet à sa cinquante-neuvième session.

Les observations que certains bureaux ont formulées sur l'invitation du BSCI ont été incorporées dans le présent rapport.

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	1–2	4
II. Généralités	3–17	4
A. Renforcement de la fonction d’investigation à l’Organisation des Nations Unies	3–8	4
B. Examen de la question par le Bureau des services de contrôle interne	9–17	5
III. Constatations	18–23	8
A. Réponses des bureaux	18–21	8
B. Analyse des réponses	22–23	8
IV. Conclusions	24–29	9
V. Propositions	30	11
Annexes		
I. Mémoire du Secrétaire général adjoint aux services de contrôle interne aux chefs des départements, bureaux, fonds et programmes		12
II. Investigations menées par des directeurs de programme de l’Organisation des Nations Unies en 2002		14
III. Lignes directrices uniformes applicables aux enquêtes		21

I. Introduction

1. Dans sa résolution A/57/282 du 20 décembre 2002, l'Assemblée générale a fait sienne la recommandation du Corps commun d'inspection concernant le renforcement de la fonction d'investigation dans les organisations du système des Nations Unies. Elle a prié le Secrétaire général de faire en sorte que les directeurs de programme de l'Organisation des Nations Unies impliqués dans des incidents, des actes délictueux ou des irrégularités donnant lieu à des investigations ne soient associés en aucune manière à la conduite de ces investigations. Elle l'a aussi prié de réexaminer la pratique consistant à associer les directeurs de programme de l'Organisation aux procédures d'investigation en vue de garantir leur indépendance dans les domaines de l'administration et de la gestion, de définir des directives appropriées qui prennent en considération la pratique du contrôle interne, et de lui faire rapport sur ces questions à sa cinquante-huitième session.

2. Pour donner suite à ces demandes, le Secrétaire général a demandé au Bureau des services de contrôle interne (BSCI) de réaliser dans les bureaux et départements de l'ONU et les fonds, programmes et missions des Nations Unies (« les bureaux ») une étude portant notamment sur la participation du personnel d'encadrement aux investigations.

II. Généralités

A. Renforcement de la fonction d'investigation à l'Organisation des Nations Unies

3. En août 2001, le Secrétaire général a transmis à l'Assemblée générale un rapport du Corps commun d'inspection intitulé « Renforcer la fonction d'investigation dans les organisations du système des Nations Unies » (A/56/282). Le Corps commun d'inspection a fait un certain nombre de recommandations portant notamment sur la question de la participation des directeurs de programme aux investigations.

4. Dans son rapport, le Corps commun d'inspection a tout d'abord constaté que la fonction d'investigation était devenue un aspect important du contrôle interne pour les organismes des Nations Unies et qu'une fonction d'investigation efficace était nécessaire pour décourager les irrégularités, assurer le respect des obligations liées aux responsabilités et maintenir la confiance des États Membres et autres parties prenantes dans l'intégrité des organisations. Il a souligné que les investigations portaient sur des affaires très diverses, des plus simples aux plus complexes, et pouvaient viser non seulement des fonctionnaires mais aussi des personnes extérieures à l'Organisation (entrepreneurs ou consultants) qui lui fournissaient des biens ou des services.

5. Le Corps commun d'inspection a noté le rôle central que le BSCI avait joué dans le développement de la fonction d'investigation et des procédures correspondantes à l'Organisation des Nations Unies, mais fait observer que la mise en place de groupes d'enquêteurs qualifiés était l'exception et non la règle dans le système des Nations Unies. Du fait de l'insuffisance des capacités d'investigation, le personnel d'encadrement, notamment les directeurs de programme et les fonctionnaires d'administration, étaient souvent appelés à faire des enquêtes.

6. Les nombreux problèmes liés à la participation des cadres à la conduite des enquêtes étaient décrits dans le rapport : les directeurs de programme n'ayant en général ni formation, ni expérience professionnelle dans le domaine des investigations, ils risquaient de laisser de côté d'importants éléments de preuve, de soumettre des éléments de preuve à un traitement inapproprié les rendant irrecevables devant un tribunal, d'enfreindre les règles d'une procédures équitable et de compromettre l'action entreprise pour obtenir le recouvrement d'avoirs financiers.

7. Le Corps commun d'inspection a fait observer que l'indépendance et l'impartialité d'un cadre qui conduit une investigation dans son propre secteur de responsabilité suscite toujours des doutes. Il a fermement recommandé que les directeurs de programme qui participent à des enquêtes soient, au minimum, dûment formés aux règles et procédures applicables.

8. Dans son rapport d'évaluation de l'étude du Corps commun d'inspection, le Comité du programme et de la coordination a recommandé à l'Assemblée générale d'adopter la plupart des recommandations qui y figuraient et signalé que certaines réserves avaient été exprimées quant à la participation des cadres aux investigations. Il a indiqué que l'indépendance et l'impartialité des cadres dans leurs domaines de responsabilité devaient être garanties et que des directives claires précisant dans quelle mesure ils participaient aux différentes étapes du processus d'investigation devaient être établies¹.

B. Examen de la question par le Bureau des services de contrôle interne

9. Le BSCI a demandé à 59 bureaux et départements de l'ONU et fonds, programmes et missions des Nations Unies de lui communiquer des renseignements devant lui permettre d'évaluer la nature et la portée des investigations menées en 2002, le rôle du personnel d'encadrement dans ces investigations, le degré d'application des directives en vigueur, s'il en existait, et la nature des éventuelles activités de formation (voir annexe I). La plupart des bureaux ont répondu, au moins partiellement, aux questions qui leur avaient été posées (leurs réponses sont récapitulées à l'annexe II). Malheureusement, les renseignements fournis par les bureaux étant insuffisants, il n'a pas été possible d'en tirer beaucoup de conclusions utiles sur la participation des directeurs de programme à des investigations en 2002.

10. L'examen du BSCI visait à déterminer s'il était possible d'affirmer que les directeurs de programme associés à des investigations conservaient l'*indépendance* voulue dans leurs fonctions d'administration et de gestion, avaient la *formation* requise en matière d'investigations, et disposaient de *procédures* écrites appropriées pour la conduite des enquêtes. Lorsque leur parviennent des allégations d'irrégularités ou d'infractions aux règles en vigueur, les directeurs de programme doivent déterminer quelle suite il convient d'y donner. Ils peuvent demander au service de sécurité ou à une commission d'enquête de mener une investigation ou, en particulier s'il s'agit d'une affaire grave, la renvoyer à des investigateurs

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-septième session, Supplément No 16 (A/57/16), par. 356 à 358.

professionnels. La présente étude est aussi l'occasion d'exposer les principales normes en matière d'investigation et de les passer en revue.

1. Indépendance

11. Comme l'a noté le Corps commun d'inspection, l'indépendance de ceux qui mènent les investigations, à laquelle sont liés les principes de séparation des fonctions, d'impartialité et de justice, est essentielle à la bonne conduite de ces investigations. Or, rien n'est mieux à même de garantir cette indépendance que l'existence d'un service autonome composé d'investigateurs professionnels, qui s'appuient normalement sur des dispositifs officiels leur permettant de recevoir les plaintes et d'y donner suite en toute neutralité².

12. En l'absence de services d'investigation spécialisés et autonomes, le degré d'indépendance est parfois proche de zéro et peut être réduit à néant par des facteurs politiques ou économiques ou des considérations personnelles. Il arrive que les plaintes et mêmes les rapports confirmant des malversations ne soient pas pris au sérieux ou soient délibérément ignorés, voire discrédités, sans recours possible. En revanche, dans un service composé d'investigateurs professionnels, toutes les plaintes doivent être dûment enregistrées, tous les conflits d'intérêts potentiels ou effectifs ayant trait aux personnes mises en cause, aux témoins, à certains lieux ou aux résultats de l'enquête doivent être signalés, des procédures bien pensées doivent être mises par écrit et appliquées et des rapports doivent être publiés.

13. L'indépendance est un facteur crucial dès la première étape, qui consiste à décider s'il sera donné suite à une plainte et comment. Quand un directeur de programme reçoit un rapport ou une plainte, il doit faire preuve d'objectivité et de professionnalisme pour que l'affaire soit correctement traitée à toutes les étapes de l'investigation. L'enquêteur professionnel est tenu d'examiner tous les éléments de preuve en tenant compte des normes applicables et du cadre réglementaire de l'Organisation. L'indépendance de la fonction d'investigation permet une évaluation juste et impartiale de la qualité des preuves réunies, de la crédibilité des sources, du poids relatif des différentes preuves et des méthodes et moyens possibles pour régler l'affaire. Ses intérêts personnels n'entrant pas en jeu, l'investigateur indépendant s'appuie sur sa formation et sur les protocoles en vigueur pour déterminer les faits, dans l'intérêt de l'Organisation; ce sont ensuite les directeurs de programme qui prennent les décisions finales relatives à l'application de ses recommandations, forts de la certitude que les conclusions de l'enquête sont impartiales. Quiconque est appelé à décider de la suite à donner à des allégations de faute professionnelle ou d'infraction aux règles en vigueur doit veiller à ce que ces normes soient respectées. Dans les cas les plus graves, cela suppose éventuellement que le directeur de programme renvoie l'affaire au service des investigations de son bureau.

2. Formation des investigateurs

14. L'indépendance de la fonction d'investigation peut être compromise quand les enquêtes sont confiées à du personnel non qualifié, en particulier quand il s'agit d'affaires complexes et délicates. Les investigateurs professionnels suivent des cours de droit, sont formés à la conduite d'entretiens, et reçoivent une formation

² Il convient de noter qu'à l'heure actuelle, il est tout à fait admis que les services d'investigation ne se contentent pas de réagir mais prennent aussi les devants pour favoriser la détection rapide et la prévention des irrégularités et réduire les risques.

dans le domaine médico-légal, entre autres disciplines. En général, ils suivent un apprentissage auprès d'enquêteurs plus anciens et plus expérimentés. Dans le cadre de leur formation théorique et de leur apprentissage sur le terrain, ils apprennent quelles sont les théories et les normes qui régiront leur travail, ainsi que la façon dont elles doivent être mises en pratique. Le processus n'est ni facile, ni rapide; il exige des compétences, des aptitudes et une volonté particulières. Après des années de formation, les investigateurs professionnels disposent de toutes les compétences nécessaires pour enquêter sur des affaires complexes et graves.

15. Le tableau qui figure à l'annexe II révèle que le stage sur les méthodes d'investigation de base mis au point et organisé par la Division des investigations du BSCI est la seule formation en la matière offerte dans le système des Nations Unies. Ce stage d'une semaine ne prétend pas couvrir tous les aspects de la formation nécessaire à un enquêteur, même débutant. Il a été élaboré par le BSCI face au besoin évident de renforcer les compétences du personnel, notamment les agents de sécurité et d'autres fonctionnaires occupant des fonctions apparentées, qui enquêtent sur des affaires peu graves (accidents de la circulation, incendies, vols simples, pertes ou utilisations abusives de matériel et actes contrevenant à des règles de base mais non sanctionnés par la loi) qui relèvent de leurs responsabilités. Bien que ces affaires soient peu complexes, ceux qui en sont chargés doivent avoir été formés pour bien comprendre les procédures de base et pouvoir les appliquer. Quant aux directeurs de programme, ils doivent être aptes à évaluer la gravité et les conséquences des affaires portées à leur attention pour pouvoir décider si leur personnel est capable de s'en occuper où s'ils feraient mieux de les confier au service des investigations de leur bureau.

3. Procédures d'investigation

16. Les réponses que le BSCI a reçues indiquent aussi que très peu de bureaux disposent de procédures écrites régissant la conduite des investigations. En 1997, le BSCI a publié un manuel de procédures d'enquête, que beaucoup d'autres ont repris en tout ou en partie, mais il existe très peu d'autres procédures écrites.

17. L'existence de directives et de procédures claires sur lesquelles puissent s'appuyer les directeurs de programme qui ont à évaluer les affaires portées à leur attention et les agents de sécurité et autres fonctionnaires qui sont chargés par les directeurs de programme d'enquêter sur des affaires peu graves est indispensable à l'intégrité du processus d'investigation. Il faut donc que soient élaborées des procédures suffisamment explicites. Pour les services spécialisés qui s'occupent des affaires les plus graves des bureaux, la Division des investigations du BSCI a établi en 2001 des directives sur les procédures à suivre. Le Corps commun d'inspection en a pris note. Dans la mesure où il fallait tenir compte des différences de mandats, de modes de fonctionnement et d'effectifs entre les services de contrôle des organismes des Nations Unies et des institutions financières multilatérales, ces directives ont été présentées non pas sous la forme d'un manuel décrivant étape par étape le processus d'investigation, mais d'un schéma directeur pour la conduite et la réglementation des enquêtes qui définit les rôles et responsabilités de l'Organisation et des fonctionnaires qui participent aux investigations, énonce les obligations déontologiques et juridiques des investigateurs, définit les grandes étapes d'une enquête et les principales procédures à suivre, et pose les principes de la confidentialité, de la protection des témoins et du droit des suspects à une procédure régulière. En avril 2003, la quatrième Conférence des enquêteurs internationaux,

réunie à Bruxelles, à approuvé des Lignes directrices uniformes pour les enquêtes (voir annexe III) qui pourraient servir de modèle pour l'élaboration de procédures régissant les enquêtes menées par les bureaux sur le plan interne, mais il faudrait de toute évidence les étoffer pour que les besoins précis de l'Organisation soient pris en compte et que les responsabilités soient explicitement définies.

III. Constatations

A. Réponses des bureaux

18. Bien que 59 bureaux aient été invités à communiquer leurs réponses au BSCI pour le 15 avril 2003, beaucoup ne l'ont fait que des mois plus tard. Tous les bureaux ont répondu, mais la qualité et la richesse des données fournies variaient considérablement (voir annexe II).

19. À part les opérations de maintien de la paix, qui ont fourni beaucoup de renseignements, les bureaux ont fait des réponses très lacunaires. Les données réunies sont présentées par bureau et par catégorie de renseignement demandé dans le mémorandum que le Secrétaire général adjoint aux services de contrôle interne a envoyé aux chefs de département (voir annexe I). Les réponses semblent indiquer que très peu de bureaux mènent des investigations (bien qu'il y ait quelques exceptions notables) et que même ceux qui le font n'en mènent que très peu chaque année. Sur les 59 bureaux, 12 seulement ont indiqué avoir mené plus de 5 investigations en 2002; sur ces 12, 9 étaient des opérations de maintien de la paix, où la plupart des investigations portaient sur des accidents de la circulation.

20. Parmi les bureaux autres que des opérations de maintien de la paix qui ont répondu à la demande d'information sur les cas où des directeurs de programme auraient été associés à des investigations, y compris en tant que personne mise en cause ou en qualité de témoin, trois seulement ont répondu que de tels cas s'étaient produits, des cadres ayant été associés à six enquêtes au total pendant l'année.

21. Par ailleurs, les données indiquent clairement qu'à part le stage sur les méthodes d'investigation de base, il n'est pratiquement dispensé aucune formation en matière d'investigation dans le système des Nations Unies, et ce malgré la recommandation insistante du Corps commun d'inspection. En outre, il ressort des réponses reçues qu'à part les dispositions réglementaires et administratives en vigueur dans les organismes des Nations Unies, le manuel de procédures d'enquête du BSCI et les mémorandums du Bureau de l'Inspecteur général du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, il n'existe pas de procédures écrites régissant la conduite des investigations. Là encore, les réponses indiquent que la recommandation faite à ce sujet par le Corps commun d'inspection n'a pas été appliquée.

B. Analyse des réponses

22. Les réponses reçues indiquent que rares sont les bureaux où ont été créés des services d'enquêteurs professionnels; le risque que l'Organisation subisse des préjudices dus aux fautes professionnelles de fonctionnaires, de consultants, de fournisseurs ou d'autres parties est par conséquent exagérément élevé. Les

responsabilités en matière d'investigation sont inutilement réparties entre de nombreuses entités, dont les groupes chargés du contrôle interne, les services de sécurité, les commissions d'enquête, les directeurs de programme et les responsables des services administratifs. En confiant à des services spécialisés les investigations qui portent sur des affaires graves, on pourra éviter l'érosion des trois principes qui sous-tendent une enquête professionnelle : l'indépendance des investigations, le recours à des investigateurs qualifiés et l'existence de procédures écrites.

23. Partout à l'Organisation des Nations Unies, les directeurs de programme sont chargés de décider de la suite à donner aux affaires nécessitant une investigation. Cette pratique présente des risques tant sur le plan de l'indépendance des gestionnaires que sur celui de l'intégrité des enquêtes. Sans aller jusqu'à interdire au personnel d'encadrement de jouer un rôle dans les investigations, il faudrait définir clairement les cas dans lesquels ils peuvent y prendre part, fixer des limites strictes mais raisonnables en s'inspirant des Lignes directrices uniformes et mettre en place des mécanismes d'examen et de contrôle.

IV. Conclusions

24. La présente étude confirme l'observation du Corps commun d'inspection selon laquelle l'Organisation des Nations Unies doit absolument disposer de services d'investigation spécialisés et ces services doivent être mis en place là où ils n'existent pas. Pour que ces services soient efficaces et impartiaux, il faut :

- a) Qu'ils soient indépendants, c'est-à-dire qu'il existe une séparation claire entre eux, les personnes mises en cause et l'objet des enquêtes;
- b) Qu'une formation soit dispensée en matière d'investigation;
- c) Que des procédures, directives, instructions ou protocoles régissant la réception des plaintes, la conduite des investigations et la publication des rapports soient mis par écrit.

25. De l'avis du BSCI, l'insuffisance des données fournies par les bureaux s'explique peut-être par le fait que les directeurs de programme ne sont pas capables de s'occuper des enquêtes, parce qu'ils n'ont pas reçu la formation nécessaire ou n'ont pas de directives sur lesquelles s'appuyer. Il se peut donc que certaines affaires ne fassent pas l'objet d'enquêtes quand elles le devraient. L'augmentation annuelle du nombre de situations graves signalées au BSCI indique en tout cas que le nombre total de cas enregistrés dans les bureaux ne diminue pas.

26. Selon la classification du BSCI, les affaires complexes présentant des risques élevés et les infractions graves à la loi relèvent de la catégorie I. Les cas les plus graves ne devraient être pris en charge que par des enquêteurs professionnels indépendants et spécialisés. Si des directeurs de programme ou d'autres personnes découvrent des situations de ce type, ils devraient les porter à l'attention des enquêteurs professionnels du service chargé du contrôle interne dans le bureau concerné ou au BSCI. Relèvent normalement de la catégorie I :

- Les fraudes graves ou complexes;
- Les autres actes ou activités constituant des infractions graves à la loi;

- Les abus de pouvoir ou atteintes à la dignité du personnel;
- Les conflits d'intérêts;
- Les fautes de gestion graves;
- La dilapidation de ressources;
- Les situations où la vie de fonctionnaires ou d'autres personnes, notamment de témoins, est mise en danger;
- Les infractions graves aux textes réglementaires ou administratifs de l'Organisation;
- Les investigations préventives complexes visant à évaluer et à réduire les risques que courent le personnel et les biens de l'Organisation.

27. Le BSCI classe les affaires présentant peu de risques pour l'Organisation dans la catégorie II, dont relèvent notamment :

- Les affaires concernant les ressources humaines;
- Les accidents de la circulation;
- Les vols simples;
- Les différends concernant des contrats;
- Les différends ayant trait à la gestion des bureaux;
- Les cas simples d'utilisation abusive du matériel ou des ressources humaines;
- Les cas simples de mauvaise gestion;
- Les infractions aux textes réglementaires ou administratifs;
- Les cas simples de fraude aux indemnités.

28. Pour les affaires de routine, les investigations peuvent continuer d'être confiées aux directeurs de programme. Cela étant dit, comme l'a noté le Corps commun d'inspection, il est indispensable, pour la bonne conduite d'enquêtes qui risquent de déboucher sur des sanctions à l'encontre de fonctionnaires ou de fournisseurs, que les enquêteurs aient été formés et s'appuient sur des procédures écrites. Toutefois, en cas de soupçon d'activités illégales, même s'il s'agit d'infractions peu graves comme celles qui relèvent de la catégorie II, il est impératif de faire appel à des investigateurs professionnels. Les directeurs de programme, notamment ceux qui sont responsables de la sécurité dans des bureaux permanents ou sur le terrain, doivent aussi avoir le loisir de s'entretenir avec des investigateurs professionnels, ne fût-ce qu'à titre informel, de la façon dont ils gèrent les affaires.

29. Il faudra que soient arrêtées des règles précisant le rôle des directeurs de programme dans les activités d'investigation. Ces règles devraient indiquer aux directeurs de programme quelle procédure suivre pour déterminer si les affaires relèvent de la catégorie I ou de la catégorie II et comment procéder ensuite. Il importe également que le BSCI soit régulièrement informé des résultats des enquêtes sur les affaires de la catégorie II pour qu'il puisse avoir une vue d'ensemble de toutes les affaires ayant donné lieu à des investigations à l'Organisation.

V. Propositions

30. Le BSCI propose d'entreprendre les activités suivantes et de présenter un rapport de suivi à l'Assemblée générale à sa cinquante-neuvième session :

- En consultation avec les autres départements concernés de l'Organisation, ainsi qu'avec les services d'investigation des autres bureaux, il élaborera des règles régissant le rôle des directeurs de programme dans les activités d'investigation qui indiqueront notamment quelle procédure suivre pour déterminer si les affaires relèvent de la catégorie I ou de la catégorie II et comment procéder ensuite;
- En coopération avec d'autres bureaux, il arrêtera des procédures pour le traitement des affaires de la catégorie II;
- En collaboration avec le Bureau de la gestion des ressources humaines, il examinera la question de savoir comment une formation de base en matière d'investigation pourrait être dispensée dans les départements, bureaux, fonds et programmes, en particulier ceux dans lesquels les risques sont considérés comme élevés;
- En coordination avec le Comité des commissaires aux comptes, d'autres auditeurs externes et les services chargés des activités de contrôle dans les organismes des Nations Unies, il préconisera le développement de services d'investigation indépendants dans les départements, bureaux et fonds et programmes. Là où des services d'investigation indépendants n'existent pas, il donnera des conseils pour leur création;
- Il fera une étude de suivi en se rendant dans certains des bureaux interrogés afin d'examiner leurs capacités d'investigation et le rôle joué par les directeurs de programme dans les enquêtes.

Le Secrétaire général adjoint
aux services de contrôle interne
(*Signé*) Dileep Nair

Annexe I

Mémoire du Secrétaire général adjoint aux services de contrôle interne aux chefs des départements, bureaux, fonds et programmes

À : Tous les chefs de départements, bureaux, fonds et programmes

Date : 10 mars 2003

Référence : 20795/03

De : Dileep Nair, Secrétaire général adjoint aux services de contrôle interne

Objet : Examen de la pratique consistant à associer les directeurs de programme de l'Organisation des Nations Unies aux investigations – No 078/03

1. Compte tenu du rapport du Corps commun d'inspection intitulé « Renforcer la fonction d'investigation dans les organisations du système des Nations Unies », l'Assemblée générale a demandé au Secrétaire général :

- De faire en sorte que les directeurs de programme de l'Organisation des Nations Unies impliqués dans des affaires donnant lieu à des investigations ne soient associés en aucune manière à la conduite de ces investigations;
- De réexaminer la pratique consistant à associer les directeurs de programme aux procédures d'investigation en vue de garantir leur indépendance dans les domaines de l'administration et de la gestion;
- De définir des directives appropriées.

2. Le Bureau des services de contrôle interne (BSCI) a été chargé de présenter un rapport sur la question à l'Assemblée générale, au plus tard à sa cinquante-huitième session.

3. Compte tenu du délai fixé, le BSCI vous demande de lui fournir, au plus tard le 15 avril 2003, les renseignements suivants sur les investigations menées dans votre département, bureau, fonds ou programme au cours de l'année 2002 :

a) Une liste de toutes les investigations menées, avec quelques mots d'explication pour chacune et des indications quant aux lieux, bureaux ou services concernés et au(x) directeur(s) de programme chargé(s) de mener, de superviser et d'approuver l'enquête;

b) Une liste de toutes les investigations auxquelles des directeurs de programme ont participé en qualité de témoin ou dans le cadre desquelles ils ont été mis en cause;

c) Un exemplaire de tout rapport d'enquête ou document contenant des conclusions d'enquête;

d) Une liste de toutes les plaintes qui n'ont pas donné lieu à une investigation;

e) Une description des activités de formation organisées à l'intention des personnes appelées à mener des investigations et les noms des participants;

f) Le texte de tous les principes, directives et instructions régissant la conduite des investigations.

4. Si aucune investigation n'a été menée dans votre bureau ou qu'aucune plainte n'a été introduite, veuillez nous en informer. Si les seules investigations menées en 2002 l'ont été par le BSCI, veuillez également l'indiquer.

5. Dans la mesure où nous aurons peut-être besoin de renseignements complémentaires, veuillez désigner un coordonnateur aux fins de la présente enquête et me communiquer son nom dans votre réponse. Si vous souhaitez des éclaircissements concernant le présent mémorandum, veuillez contacter Mme Barbara Dixon, Directrice de la Division des investigations, au (212) 963 5663, ou M. Francis Montil, Investigateur hors classe, au (212) 963 5151.

6. Je vous remercie pour votre coopération.

cc. M. Riza
Mme Bertini
Mme Dixon

Annexe II

Investigations menées par des directeurs de programme de l'Organisation des Nations Unies en 2002

<i>Département ou bureau</i>	<i>Nombre d'enquêtes menées</i>	<i>Nombre d'enquêtes dans lesquelles des directeurs de programme ont été associés en tant que témoins ou mis en cause</i>	<i>Nombre de rapports d'enquête ou de documents contenant des conclusions d'enquête</i>	<i>Nombre de plaintes qui n'ont pas donné lieu à enquête</i>	<i>Programme de formation</i>	<i>Directives ou instructions</i>	<i>Nombre d'affaires signalées à la Division des investigations du BSCI</i>
Département des affaires de désarmement	0	0	0	0	Pas de réponse	Pas de réponse	0
Département des affaires économiques et sociales	0	0	0	0	Pas de réponse	Pas de réponse	2
Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences	2	0	0	0	Pas de formation	Pas de directives ou d'instructions	13
Département de la gestion	0	0	0	0	Pas de réponse	Pas de réponse	18
Département des affaires politiques	0	0	0	0	Pas de réponse	Pas de réponse	1
Département de l'information	3	Pas de réponse	3	Pas de réponse	Pas de réponse	ST/AI/371, conseils du Groupe du droit administratif	4
Commission économique pour l'Afrique	0	0	0	Pas de réponse	Pas de réponse	Pas de réponse	5
Commission économique pour l'Europe	0	0	0	0	Pas de réponse	Pas de réponse	0
Commission économique et sociale pour l'Amérique latine et les Caraïbes	0	0	0	0	Pas de réponse	Pas de réponse	3
Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique	0	0	0	0	Pas de formation	ST/AI/371	2
Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale	1	0	1	1	Pas de formation	Pas de directives ou d'instructions	1

<i>Département ou bureau</i>	<i>Nombre d'enquêtes menées</i>	<i>Nombre d'enquêtes dans lesquelles des directeurs de programme ont été associés en tant que témoins ou mis en cause</i>	<i>Nombre de rapports d'enquête ou de documents contenant des conclusions d'enquête</i>	<i>Nombre de plaintes qui n'ont pas donné lieu à enquête</i>	<i>Programme de formation</i>	<i>Directives ou instructions</i>	<i>Nombre d'affaires signalées à la Division des investigations du BSCI</i>
Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme	0	0	0	Pas de réponse	Pas de réponse	Pas de réponse	0
Centre du commerce international CNUCED/OMC	Enquêtes menées par la Division des investigations du BSCI						0
Bureau de la coordination des affaires humanitaires	0	0	0	Pas de réponse	Pas de réponse	Pas de réponse	4
Haut Commissariat aux droits de l'homme	0	0	0	0	Pas de réponse	Pas de réponse	3
Bureau du Haut Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement	0	0	0	0	Pas de réponse	Pas de réponse	0
Bureau des affaires juridiques	0	0	0	0	Pas de réponse	Pas de réponse	1
Représentant spécial du Secrétaire général pour les enfants et les conflits armés	0	0	0	0	Pas de réponse	Pas de réponse	0
ONU-Habitat	Enquêtes menées par la Division des investigations du BSCI						8
Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida	Aucune donnée n'a été fournie						0
Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	2	Pas de réponse	Pas de réponse	Pas de réponse	Pas de réponse	Pas de réponse	4
Programme des Nations Unies pour le développement	Aucune donnée n'a été fournie						11
Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux	0	0	0	0	Pas de réponse	Pas de réponse	1
Fonds des Nations Unies pour la population	Pas de réponse	0	Pas de réponse	Pas de réponse	Pas de réponse	Pas de réponse	1

<i>Département ou bureau</i>	<i>Nombre d'enquêtes menées</i>	<i>Nombre d'enquêtes dans lesquelles des directeurs de programme ont été associés en tant que témoins ou mis en cause</i>	<i>Nombre de rapports de enquêtes ou de documents contenant des conclusions d'enquête</i>	<i>Nombre de plaintes qui n'ont pas donné lieu à enquête</i>	<i>Programme de formation</i>	<i>Directives ou instructions</i>	<i>Nombre d'affaires signalées à la Division des investigations du BSCI</i>
Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés ^a	58	Pas de réponse	Pas de réponse	Pas de réponse	Stage sur les méthodes d'investigation de base organisé par le BSCI et autres activités ponctuelles ^b	Mémoires du Bureau de l'Inspecteur général	27
Fonds des Nations Unies pour l'enfance	Pas de réponse	Pas de réponse	Pas de réponse	Pas de réponse	Activités ponctuelles	Pas de réponse	3
Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche	0	0	0	0	Pas de réponse	Pas de réponse	0
Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies	Aucune donnée n'a été fournie						0
Office des Nations Unies à Genève	100	0	Pas de réponse	Pas de réponse	Stage sur les méthodes d'investigation de base organisé par le BSCI	Pas de réponse	12
Bureau chargé du Programme Iraq	0	0	Non disponible	0	Pas de formation	Notes d'information et avis du conseiller juridique	3
Office des Nations Unies à Nairobi et Programme des Nations Unies pour l'environnement	5	0	3	0	Stage sur les méthodes d'investigation de base organisé par le BSCI	Celles du BSCI	21
Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets	3	2	3	Pas de réponse	Pas de formation	Directives et instructions de la Division des conseils juridiques et de l'appui aux achats	3

<i>Département ou bureau</i>	<i>Nombre d'enquêtes menées</i>	<i>Nombre d'enquêtes dans lesquelles des directeurs de programme ont été associés en tant que témoins ou mis en cause</i>	<i>Nombre de rapports d'enquête ou de documents contenant des conclusions d'enquête</i>	<i>Nombre de plaintes qui n'ont pas donné lieu à enquête</i>	<i>Programme de formation</i>	<i>Directives ou instructions</i>	<i>Nombre d'affaires signalées à la Division des investigations du BSCI</i>
Office des Nations Unies à Vienne ^{5c} et Office des Nations Unies contre la drogue et le crime		1	5	3	Stage sur les méthodes d'investigation de base organisé par le BSCI	Manuel de la Division des investigations du BSCI et ST/AI/371	16
Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient	37	0	0	0	Stage sur les méthodes d'investigation de base organisé par le BSCI	Directives du Département des affaires juridiques de l'Office et instruction A/10 sur les mesures disciplinaires	1
Université des Nations Unies	0	0	0	0	Pas de formation	Aucune	1
Programme alimentaire mondial ^d	71	Pas de réponse	18	Pas de réponse	Pas de formation	Lignes directrices uniformes pour les enquêtes	5
Département des opérations de maintien de la paix							8
Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine	0	0	0	0	Pas de réponse	Pas de réponse	0
Mission de vérification des Nations Unies au Guatemala	2	0	2	1	Pas de réponse	Pas de réponse	3
Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental	4	0	4	0	Pas de réponse	Pas de réponse	1
Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo	349	Pas de réponse	Pas de réponse	Pas de réponse	Pas de réponse	Pas de réponse	39

<i>Département ou bureau</i>	<i>Nombre d'enquêtes menées</i>	<i>Nombre d'enquêtes dans lesquelles des directeurs de programme ont été associés en tant que témoins ou mis en cause</i>	<i>Nombre de rapports d'enquête ou de documents contenant des conclusions d'enquête</i>	<i>Nombre de plaintes qui n'ont pas donné lieu à enquête</i>	<i>Programme de formation</i>	<i>Directives ou instructions</i>	<i>Nombre d'affaires signalées à la Division des investigations du BSCI</i>
Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan	6	0	6	0	Le spécialiste de la sécurité aérienne a suivi un stage sur les enquêtes concernant les accidents d'avions et d'hélicoptères	Manuel des Nations Unies sur la sécurité aérienne et Annexe 13 de l'Organisation de l'aviation civile internationale (Enquêtes sur les accidents et les incidents d'aviation)	3
Mission des Nations Unies en Sierra Leone	596 ^e	Disponible sur demande	Disponible sur demande	0	Pas de réponse	Dispositions réglementaires de l'ONU, directives de l'administration de la MINUSIL, procédures opérationnelles permanentes en matière de sécurité et Manuel d'administration des missions	14
Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement	0	0	0	0	Pas de réponse	Pas de réponse	1
Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre	14	0	14	0	Pas de réponse	Pas de réponse	1
Force intérimaire des Nations Unies au Liban	5	0	5	0	Pas de réponse	Pas de réponse	4
Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi	0	0	0	Pas de réponse	Pas de réponse	Pas de réponse	0

<i>Département ou bureau</i>	<i>Nombre d'enquêtes menées</i>	<i>Nombre d'enquêtes dans lesquelles des directeurs de programme ont été associés en tant que témoins ou mis en cause</i>	<i>Nombre de rapports d'enquête ou de documents contenant des conclusions d'enquête</i>	<i>Nombre de plaintes qui n'ont pas donné lieu à enquête</i>	<i>Programme de formation</i>	<i>Directives ou instructions</i>	<i>Nombre d'affaires signalées à la Division des investigations du BSCI</i>
Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée	14	0	14	Pas de réponse	Pas de réponse	Notes d'information des conseillers juridiques ou de la commission d'enquête	1
Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine	26 ^f	0	26	Pas de réponse	Pas de réponse	Pas de réponse	11
Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo ^g	111	27	111	5	Pas de réponse	Circulaires internes, législation locale, ST/AI/371 et ST/AI/379	109
Mission d'appui des Nations Unies au Timor oriental ^h	425	58	Disponible sur demande	Pas de réponse	Stage sur les méthodes d'investigation de base organisé par le BSCI et activités ponctuelles	Normes et directives harmonisées de l'ONU	46
Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan	1	1	1	0	Pas de formation	Aucune	2
Bureau des Nations Unies au Burundi	0	0	0	0	Pas de réponse	Pas de réponse	0
Bureau du Coordonnateur des opérations humanitaires des Nations Unies en Iraq	3	3	3	0	Pas de formation	Note d'information du spécialiste des affaires juridiques	4
Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie	1	1	1	Pas de réponse	Pas de réponse	Mandats régissant les investigations	0
Bureau politique des Nations Unies à Bougainville	0	0	0	Pas de réponse	Pas de réponse	Pas de réponse	0
Bureau politique des Nations Unies pour la Somalie	0	0	0	0	Pas de réponse	Pas de réponse	0

<i>Département ou bureau</i>	<i>Nombre d'enquêtes menées</i>	<i>Nombre d'enquêtes dans lesquelles des directeurs de programme ont été associés en tant que témoins ou mis en cause</i>	<i>Nombre de rapports d'enquête ou de documents contenant des conclusions d'enquête</i>	<i>Nombre de plaintes qui n'ont pas donné lieu à enquête</i>	<i>Programme de formation</i>	<i>Directives ou instructions</i>	<i>Nombre d'affaires signalées à la Division des investigations du BSCI</i>
Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies dans les territoires occupés	0	0	0	Pas de réponse	Pas de réponse	Pas de réponse	0
Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix au Tadjikistan	0	0	0	Pas de réponse	Pas de réponse	Pas de réponse	0
Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve	3	0	3	0	Pas de réponse	Manuel d'administration des missions	0
Total	1 847	93	223	10	–	–	421ⁱ

^a Enquêtes menées par le Bureau de l'Inspecteur général.

^b Le stage sur les méthodes d'investigation de base organisé par le BSCI est offert aux fonctionnaires appelés à mener des enquêtes, notamment les agents de sécurité et les membres des commissions d'enquête.

^c La Section de la sécurité de l'ONUV enquête aussi sur de nombreux incidents qui surviennent dans les locaux du Centre international de Vienne.

^d Données tirées du rapport du Bureau de l'Inspecteur général au Conseil d'administration du PAM pour la période 2000-2001.

^e Soit 211 incidents et 385 accidents de la circulation signalés à la direction de la Mission en 2002.

^f Dont 20 accidents de la circulation pour lesquels l'enquête a révélé des négligences graves de la part de la Mission.

^g Un total de 77 accidents de la circulation et vols de véhicules ont été signalés à la Mission en 2002.

^h Un total de 83 investigations ont été menées par la police civile des Nations Unies, 75 par la commission d'enquête et 285 par le Groupe des investigations de la Section de la sécurité de la Mission en 2002.

ⁱ Un total de 599 affaires ont été signalées à la Division des investigations du BSCI en 2002; 421 seulement concernaient les bureaux, départements, fonds et programmes énumérés ci-dessus.

Annexe III

Lignes directrices uniformes applicables aux enquêtes

**Proposées par le BSCI et la Banque mondiale
et adoptées à la quatrième Conférence des enquêteurs internationaux
(Bruxelles, avril 2003)**

Préambule

Les institutions internationales et multilatérales ont lancé des réformes en vue de promouvoir la responsabilité et l'efficacité et ont notamment créé sur le plan interne des bureaux chargés de mener des investigations. Les bureaux participants sont convenus qu'ils devraient harmoniser leurs pratiques et adopter un ensemble de lignes directrices uniformes pour la conduite des investigations.

Les lignes directrices tracées dans le présent document doivent orienter la conduite des investigations, en conjonction avec les textes réglementaires applicables dans l'organisation concernée.

Elles ne confèrent, n'imposent, ou ne supposent pour l'organisation concernée aucun droit, devoir ou obligation invocable en justice ou dans le cadre d'une procédure administrative, et n'ont pas pour objet de le faire. Aucune disposition des présentes lignes directrices ne doit être interprétée comme restreignant les droits et les obligations du personnel de l'organisation, tels qu'ils sont définis dans les textes réglementaires de celle-ci.

Les représentants des institutions et organisations participant à la quatrième Conférence des enquêteurs internationaux approuvent les lignes directrices ci-après :

Lignes directrices uniformes applicables aux enquêtes

I. Généralités

A. L'organisation

1. Établit, publie et met à jour des règles claires régissant la conduite du personnel, des investigateurs et des autres parties intéressées.
2. Assigne, par écrit, des responsabilités clairement définies.
3. Veille à ce que le règlement en vigueur dans l'organisation soit appliqué de façon équitable, transparente et cohérente.
4. Définit et publie le mandat des services d'investigation, dans un document dont les dispositions ont valeur de règles ou de principes.
5. Veille à ce que les sanctions soient appliquées dans un esprit d'équité.
6. Institue des règles propres à encourager les témoins et autres intéressés à collaborer aux enquêtes.

B. Les membres du personnel

1. S'acquittent de leurs fonctions en ayant le souci de protéger les intérêts de l'organisation.
2. Respectent les dispositions réglementaires publiées par l'organisation.
3. Respectent les procédures publiées par l'organisation.
4. Collaborent aux investigations menées par les services compétents dans le cadre de leur mandat.

C. Les investigateurs

1. Respectent les dispositions de leur mandat, les textes réglementaires de l'organisation et la législation applicable là où ils opèrent.
2. S'acquittent de leurs tâches avec objectivité et en toute indépendance.
3. Respectent les règles de confidentialité.
4. Informent leurs supérieurs et ne prennent aucune part à l'investigation si un conflit d'intérêts se présente ou risque de se présenter.

II. Définitions

- Investigation/Enquête : procédure analytique fondée sur le droit qui vise à recueillir des renseignements afin de déterminer si une irrégularité a été commise et quelles sont la ou les personnes ou entités responsables
- Personne : personne physique
- Partie : personne ou entité liée à l'organisation ou à ses membres par des accords contractuels
- Plainte : rapport écrit ou oral faisant état d'irrégularités commises au sein de l'organisation ou la concernant
- Auteur de la plainte : personne ou entité qui introduit une plainte
- Bureau chargé des investigations/bureau de contrôle : bureau désigné par l'organisation pour mener les investigations ou superviser la conduite des investigations
- Responsables : membres du personnel occupant des postes élevés et chargés par l'organisation de superviser d'autres membres du personnel, des projets ou des activités financières

III. Principes

- A. La conduite d'une investigation exige une parfaite intégrité de la part de ceux qui en sont chargés.
- B. Les personnes chargées des investigations doivent avoir les compétences requises.

- C. Les investigateurs doivent, tout au long du processus d'investigation, faire preuve d'objectivité, d'impartialité et d'équité, et informer immédiatement leurs supérieurs de tout conflit d'intérêts.
- D. Les investigateurs doivent s'efforcer de respecter la confidentialité des informations et, dans la mesure du possible, d'assurer la protection des témoins.
- E. Les investigateurs doivent, dans les enquêtes, démontrer leur volonté de faire la lumière sur les faits de l'espèce.
- F. Les conclusions des investigations doivent reposer sur l'analyse de faits avérés et non sur des suppositions ou des hypothèses.
- G. Les recommandations faites doivent découler des conclusions de l'enquête.

IV. Lignes directrices concernant les procédures

A. Préparation

1. Les plaintes portées à l'attention du bureau chargé des investigations doivent être traitées et analysées avec soin.
2. Le bureau chargé des investigations enregistre, examine et évalue les plaintes, qui peuvent porter sur des faits illicites ou sur des actes contraires aux textes réglementaires de l'organisation, en vue de déterminer si elles relèvent de sa compétence.
3. Le bureau chargé des investigations veille à ce que l'information qu'il reçoit ne soit divulguée qu'aux personnes habilitées.
4. Le bureau chargé des investigations veille à ce que l'identité des auteurs de plaintes ne soit connue que des personnes habilitées.
5. Le bureau chargé des investigations garde une trace écrite de toutes ses investigations.
6. C'est le bureau chargé des investigations qui décide des enquêtes à mener et de la façon de les mener; il détermine notamment s'il existe de bonnes raisons de mener une investigation et d'y consacrer les ressources nécessaires.
7. Les préparatifs à accomplir en vue d'une investigation sont notamment les suivants : étude de la législation nationale et des textes réglementaires de l'organisation qui s'appliquent en l'espèce; évaluation des risques que présente l'affaire; analyse rigoureuse des informations recueillies et évaluation de la pertinence et de la valeur probante des éléments de preuve; évaluation des preuves au regard de la législation et des textes réglementaires applicables et détermination du délai dans lequel les conclusions devront être communiquées, ainsi que des modalités de présentation et du destinataire.
8. L'investigation doit être planifiée et conduite de manière à donner l'assurance raisonnable que les ressources qui y sont consacrées

sont proportionnelles tant à la gravité des allégations qu'aux résultats attendus.

9. La planification de l'investigation doit comporter la définition de critères de réussite correspondant à des objectifs appropriés et réalisables.

B. Investigation

1. L'investigation doit comporter la collecte et l'analyse de documents et d'autres pièces, l'examen des avoirs de l'organisation et la visite des locaux, l'interrogation des témoins, la formulation d'observations par les investigateurs, et la possibilité pour la ou les personne(s) mise(s) en cause de présenter sa version des faits.
2. Les activités d'investigation et les décisions critiques font l'objet d'une trace écrite et sont régulièrement examinées avec les responsables du bureau chargé des investigations.
3. Tous les éléments de preuve, à charge et à décharge, sont examinés.
4. La validité des preuves est vérifiée au moyen de témoignages, d'examen de laboratoire ou de documents.
5. Dans la mesure du possible, les entretiens seront menés par deux investigateurs.
6. Les documents réunis à titre de preuve sont versés dans un dossier où sont indiqués leur origine et la date à laquelle ils ont été obtenus, ainsi que le nom de l'investigateur qui les a classés.
7. Les preuves susceptibles d'être utilisées lors d'audiences judiciaires ou administratives sont mises en sécurité.
8. Le bureau chargé des investigations ne contrevient pas, dans le cadre de ses investigations, aux textes réglementaires de l'organisation, et tient dûment compte de la législation applicable dans le pays où se déroule l'enquête.
9. Le bureau chargé des investigations peut avoir recours à des informateurs ou à d'autres sources de renseignements et prendre en charge, dans les limites du raisonnable, les dépenses de ces informateurs ou autres sources de renseignements.
10. À moins qu'il n'en soit convenu autrement, les entretiens sont menés dans la langue de la personne interrogée, avec l'aide d'interprètes indépendants.
11. Le bureau chargé des investigations peut demander des avis sur les normes juridiques, culturelles ou éthiques applicables.

C. Confidentialité des informations et protection des témoins

1. S'il s'avère qu'un témoin ou une autre personne qui collabore avec le bureau chargé des investigations a fait l'objet d'actes de représailles, le bureau prend des mesures pour éviter que la personne ne subisse les conséquences de ces actes ou tout autre préjudice, ou invite l'administration à prendre de telles mesures.

2. Lorsqu'une plainte est déposée au sujet d'une question relevant de la compétence du bureau chargé des investigations, celui-ci veille à ce que l'identité des auteurs de la plainte ne soit connue que des personnes habilitées.
3. Si un membre du bureau chargé des investigations divulgue à une personne non habilitée l'identité d'un témoin ou de toute autre personne qui collabore à une investigation, les mesures disciplinaires applicables seront prises.

D. Garantie d'une procédure régulière

1. Les personnes qui font l'objet d'une enquête sont informées par le bureau chargé des investigations des plaintes formées contre elles, et ce dans des délais et selon des modalités qui, à la fois, dénotent une complète neutralité vis-à-vis d'elles, ne nuisent pas à l'investigation, protègent les intérêts de l'organisation et soient conformes à ses règles.
2. Le bureau chargé des investigations choisit ses méthodes de travail (collecte de documents écrits, d'enregistrements vidéo et audio, de photographies ou de fichiers informatiques ou analyses de laboratoire), pourvu qu'elles ne soient pas incompatibles avec les textes réglementaires applicables de l'organisation et compte tenu de la législation applicable dans le pays où a lieu l'enquête.
3. Les renseignements recueillis auprès de témoins et de personnes mises en cause sont consignés par écrit.

E. Conclusions

1. Si les conclusions de l'investigation confirment la teneur de la plainte, elles sont communiquées aux responsables compétents, accompagnées de recommandations sur les mesures correctives éventuellement à prendre (à savoir action en justice, mesures disciplinaires, procédure de renvoi ou autres sanctions possibles) et sur les moyens de réduire au maximum le risque que les irrégularités ne se reproduisent.
2. Si les conclusions de l'investigation ne permettent ni de confirmer, ni de récuser la plainte, elles font l'objet d'un rapport et la personne visée par l'enquête est mise hors de cause.
3. Si les conclusions de l'enquête indiquent que les lois d'un État ont été enfreintes, il convient d'envisager de renvoyer l'affaire aux autorités nationales compétentes.
4. Si les conclusions de l'enquête indiquent que l'auteur de la plainte était de mauvaise foi ou a, par négligence ou dans l'intention de nuire, donné une idée fausse des faits, le bureau chargé des investigations peut recommander que des mesures soient prises à son encontre. Toutefois, le fait que le bureau déclare la plainte infondée ne suffit pas pour que des sanctions soient prises.

5. Le niveau de preuve doit correspondre aux normes établies par l'organisation et/ou l'État à qui l'affaire pourrait être renvoyée, et en tout état de cause être suffisamment élevé.
 6. Le bureau chargé des investigations fait de son mieux pour que ses recommandations soient appliquées dans des délais raisonnables.
-